

Les peuples autochtones de l'espace sahélo-sahariens, le pétrole..... et les Etats Unis d'Amérique et leur terrorisme exporté

## **1 - Bref historique des peuples autochtones de L'espace sahélo-sahariens au sein de l'IPACC**

L'Afrique, comme dans beaucoup de domaines en général, a rejoint avec retard le reste du monde dans le mouvement autochtone. A titre de rappel ce sont les nations persécutées, opprimées et parfois détruites sur le continent américain, qui ont forcé la main au monde dit moderne pour la prise en compte des droits des peuples autochtones. Cette lutte a obligé le système des Nations Unies a inauguré en 1982 le mécanisme de sauvegarde des droits des peuples autochtones. Ce fut l'avènement du Groupe de Travail sur les Populations Autochtones.

Quelques délégués africains bénéficiant de l'aumône de quelques sympathies réussissaient à participer chaque année à ce groupe de travail qui a lieu chaque été à Genève. Mais il a fallu 15 ans pour que l'Afrique, s'inspirant du reste des nations autochtones, commence les démarches internes en vue de la mise sur pied d'un réseau continental. C'est comme cela que l'IPACC, *Indigenous People of Africa Cordinating Comitee* (Comité de Coordination des Peuples Autochtones d'Afrique) vu le jour faisant suite au besoin pressant exprimé par les africains au cours des caucus organisés parallèlement au groupe de travail, ne pouvant pas le faire en Afrique faute de moyens.

Les peuples autochtones sahélo-sahariens jouèrent un rôle prépondérant dans la naissance de cet outils qu'est l'IPACC. En effet le Sahel et le Sahara comptent en leur sein des peuples très militants qui, dans la même période étaient en armes contre le Niger, le Mali et le Tchad, pour la prise en compte de leurs identités dans ces jeunes pays nés de la décolonisation des années 60. Ces peuples sont : les touareg (nom donné à la partie sud de la nation AMAZIGH qui couvre tout le nord de l'Afrique), les Toubous, les peuls Woodaabè et les Ogoni du delta du Niger au Nigeria.

Les touareg, les woodaabè et les Toubous sont des peuples nomades à cheval sur les pays sahélo-sahariens (Niger, Mali, Tchad, Burkina-Faso, Algérie, Libye et Mauritanie). La balkanisation du continent africain décidée en 1885 à la conférence de Berlin, les a écartelés entre plusieurs pays dont la gestion a été cédée à d'autres peuples, généralement agriculteurs sédentaires, plus proches des visions coloniales et qui ont perpétué l'œuvre coloniale. Depuis la « décolonisation », le calvaire de ces peuples nomades pasteurs continu. En effet, la configuration de ces pays ne prend pas en compte leurs spécificités politiques, géographiques et civilisationnelles. Dans la conception de ces pays, la composante

nomade est difficile à maîtriser et la solution est soit de les ignorer ou les persécuter jusqu'à la fin. Voilà pourquoi, depuis lors, chacun de son côté essaye de résister à ce rouleau compresseur pour continuer d'exister en tant qu'entités à part entière au sein de leurs pays actuels comme ils l'ont toujours été des millénaires avant le phénomène colonial. Les luttes armées que les touareg et les Toubous ont mené depuis le début des années 90 au Niger et au Mali ont fini sur des négociations sous l'égide de la France et des pays de la sous-région. Ces négociations ont abouti à des accords de paix qui prévoient leur prise en compte progressive dans les appareils étatiques. Ces accords sont en cours d'application et le processus est loin de satisfaire les mouvements. Les problèmes perdurent et se compliquent même. Le combat continue, pour le moment, sur la scène politique au bénéfice des processus démocratiques en cours dans nos pays. L'histoire nous dira le reste.

Le peuple Ogoni du Nigéria fait face aux mêmes contraintes dans un pays qui compte des milliers de nations et de peuples qui ont chacun son identité. Constituant une minorité, leurs difficultés se sont compliquées davantage du fait des richesses du sous-sol de leurs terres. Leur lutte légitime, se poursuit encore dans un Nigeria qui continue de refuser de reconnaître le bien fondé de leurs aspirations. En face d'eux ils ont la machine des multinationales qui exploitent le pétrole dans le delta du Niger et un gouvernement majoritairement dirigé par des peuples ennemis complices de ces multinationales pour les écraser à l'insu du monde.

Depuis la naissance de l'Ipacc, les luttes sont mieux coordonnées, car les peuples du Sahel et du Sahara partagent leurs expériences avec leurs frères du continent. Les frères d'Afrique du Sud, avec la longue histoire de leur lutte contre l'apartheid, sont d'un grand secours. C'est d'ailleurs au Cape que se situe le secrétariat permanent de l'IPACC qui, à ses débuts, a bénéficié de l'appui du SASI, l'Institut des peuples San d'Afrique du Sud. Grâce au plaidoyer et au lobbying qui est mené à travers l'Ipacc, la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, a adopté en novembre 2003 une charte des peuples autochtones qu'elle est en train de populariser chez les Etats membres de l'Union Africaine signataires de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples. Le groupe de travail que la commission a mis en place à cet effet et dont les experts autochtones sont membres sillonnent le continent dans le cadre de ce plaidoyer. En février passé, ils étaient de passage au Niger où ils ont rencontré des membres du gouvernement et de la société civile et le Président de la République. Nous croisons les doigts pour que ce plaidoyer aboutisse à un meilleur respect des droits de l'Homme dans ces jeunes nations en construction

et où il n'est pas trop tard pour prendre en compte toutes les sensibilités nationales afin d'éviter de nouveaux soulèvements armés.

## **2 - la lutte des peuples touareg du Mali et du Niger :** **bref aperçu et situation actuelle des processus de paix**

A la fin des années 90, après trois décennies d'indépendance, le Niger et le Mali ont été secoués par les mouvements armés touareg dont le but est la prise en compte de leurs identités dans la construction en cours de ces jeunes nations à travers une vraie démocratie. En effet, la marginalisation politique et les brimades de toutes sortes ont finalement eu raison de leur patience. Déjà en 1963, un début de soulèvement a été maté dans le sang dans l'Adghagh des Ifoughas du Mali par la France et l'Algérie. Les touareg avaient appris à leurs dépens que leur sort a été liquidé sur l'autel des intérêts de la France et des jeunes républiques de l'Algérie et du Mali pendant la négociation des accords d'Evian. En effet, le Sahara, leur terre ancestrale avait fait l'objet d'un marchandage lors de ces pourparlers franco-algérien. Et ce marchandage ne pouvait aboutir à ces buts qu'en écrasant les habitants du Sahara, du moins d'après ceux qui l'ont conclu.

Cependant, l'histoire a la vie dure. La roue tourne sans relâche et personne ne peut la maîtriser. Ainsi, les touareg que tout le monde donnait pour éteints ont refait parler d'eux encore. Cette fois, les mouvements ne pouvant pas être écrasés dans le silence, des processus de paix conduits d'une main de maître par la France et l'Algérie ont été taillés sur mesure pour réduire la résistance des touareg. Sans aucun autre choix possible, ils ont accepté de faire la paix en échange de programmes sommaires d'intégration dans l'Administration publique et d'autres démembrements de l'Etat et quelques vagues promesses de développement économique de leurs régions. La question de fond, qui est l'autonomie dans un cadre fédéral, n'a pas été acceptée par le Niger et le Mali et encore moins par la France et l'Algérie qui y voit une menace de leurs intérêts géopolitiques dans la sous-région.

Malheureusement, les demi-solutions ont la vie courte. Ces processus de paix, nés dans de telles circonstances, mal inspirés et mal conduits ont vite montré leurs limites, ne pouvant pas solutionner un problème éminemment politique. Au Mali tout récemment, les touareg ont repris les armes pour dénoncer ces accords mal faits. Mais encore, l'Algérie a pesé de tout son poids pour que leurs revendications légitimes n'aboutissent pas. Au moment où ce rapport est rédigé, les négociations sont en cours. Au Niger, les accords signés en avril 1995 sous l'égide de la France socialiste et progressiste n'avaient même pas commencé à

être appliqués qu'en mai 1995 le régime de droite héritier de l'empire colonial gagna les élections. Sans avertir, la France se retira sur la pointe des pieds et laissa les touareg face à un Niger en proie à une instabilité politique chronique née d'une démocratisation mal inspirée. Dans ces conditions, les accords de paix ont connu et connaissent encore une application difficile.

Au Mali comme au Niger, le chemin de la paix est encore long et incertain avec les touareg. La prise de conscience de ces derniers ne fait que progresser et les exigences de la démocratie compliquent davantage la donne dans ces pays dirigés par des classes politiques qui ont du mal à suivre la marche de l'histoire. Pourtant, c'est cette démocratie qui fait espérer, notamment la décentralisation du pouvoir politique et l'autonomisation des régions. Tous les peuples de cette région y fondent un espoir certain et espèrent un accompagnement de la communauté internationale. La lutte actuelle des touareg s'inscrit dans ce cadre et seulement dans ce cadre. Toute autre considération et compréhension de leur lutte est fautive et erronée.

### **3 - Le programme PAN-Sahel des Etats Unis d'Amérique**

Malheureusement, ce tableau déjà incertain risque de se compliquer si l'on n'y prend garde. En effet, les Etats Unis d'Amérique, ambitionnent de se positionner dans l'espace saharien. Ils ont rejoint le club des nations qui ont une main mise sur le Sahara et qui font tout depuis plus d'un siècle pour le vider de toute vie humaine afin d'y mener soit des opérations illégales, soit d'y exploiter ses énormes et stratégiques ressources minières (uranium, pétrole, gaz, etc...). Ils sont en train de mettre sur pied avec l'aide des pays riverains du Sahara qui veulent liquider les peuples du Sahara (Niger, Mali, Algérie, Libye et Mauritanie) un programme de militarisation de leurs territoires, pour disent-ils contrecarrer des risques terroristes. L'enjeu réel est de maîtriser cet espace « vide » afin d'y exploiter le pétrole pour compenser celui du golfe qui devient de plus en plus problématique. Le prétexte invoqué, à savoir le terrorisme islamique, création de l'esprit de l'occident, nous est inconnu ici. Ces activistes persécutés par l'occident ont d'autres territoires pour mener leurs luttes. Le Sahara ne les intéresse même pas. Ils préfèrent leurs centres urbains ou les déserts de leurs pays qu'ils défendent contre l'occupation. Ceci revient à dire en résumé, que le Sahara sera le prochain Irak. Les peuples du Sahara, entre autres les touareg doivent-ils se laisser abattre sans réagir ? Pourquoi doit on assimiler ces luttes d'émancipation que les peuples sahélo-sahariens mènent depuis fort longtemps dans leurs pays respectifs pour plus de citoyenneté et plus de démocratie, à du terrorisme ?

Il est pourtant aisé de comprendre le bien-fondé des luttes de ces peuples et de comprendre aussi le contexte géopolitique dans lequel ils vivent. Même les pays contre lesquels ces mouvements opposent une résistance farouche, sont de plus en plus portés vers la paix et une collaboration plus étroite avec les peuples du sahara. Ils étaient sur le point de trouver un point d'entente avec leurs peuples respectifs quand les USA sont rentrés dans le jeu et l'ont complètement perturbé comme ils en ont l'habitude, car les accords de paix ci-dessus évoqués et le dialogue en cours entre les peuples du sahara et les pays riverains du Sahara prendront certes du temps, mais finiront par aboutir à un équilibre salutaire dans le sahara et le sahel.

L'opinion publique se rappelle certainement de la prise d'otages qu'un des mouvements algériens avait opéré courant 2003 dans le sud du pays. La gestion de ce dossier a fait apparaître très vite les motivations des uns et des autres. Le mouvement voulait attirer l'attention de l'Europe sur le vrai contenu de sa lutte que le gouvernement algérien s'évertuait à mettre sur le compte du « terrorisme islamique » ; le gouvernement algérien voulait les indexer davantage comme étant un prolongement de ALKAÏDA sur son territoire. Ce plaidoyer mené sur de fausses bases, eut le résultat escompté par le gouvernement algérien qui obtint des USA et de l'Europe un appui matériel, technique, tactique, militaire et financier. En fin de compte, la solution ne fut pas militaire mais politique et cela grâce à la médiation d'hommes politiques touareg. Les leçons à tirer de cet épisode sont :

- la lutte des mouvements des peuples sahélo-sahariens est purement identitaire ;
- les Etats riverains du sahara travestissent cette vérité et mentent à l'opinion publique internationale ;
- la force militaire ne viendra jamais à bout de telles luttes ;
- la sagesse des peuples du sahara est aujourd'hui avérée. Sans eux, le sahara est inexploitable par qui que ce soit.

Un autre exemple de l'ingérence des USA dans les affaires internes des Etats sahélo-sahariens fut vécu au Niger courant 2004 quand un des fronts touareg signataires des accords de paix de 1995 décida de remettre en cause la mauvaise mise en œuvre de ceux-ci. Le gouvernement du Niger, lié nouvellement par des accords de coopération militaire avec les USA, lança l'armée nationale à l'assaut des positions du front retranché dans le massif de l'Aïr. La campagne militaire a duré 3 mois sans succès. Les insurgés connaissant bien le terrain et aguerris sur le plan militaire ont mis en échec la coopération américano-nigérienne. Pourtant, les satellites américains ont fourni tous les renseignements les plus détaillés et

des équipements sophistiqués ont été fournis aux forces de défense du Niger. Toute cette technologie a échoué face à la justesse et à la noblesse de la lutte de la quinzaine des insurgés touareg. Le dialogue s'est encore imposé et une solution politique envisagée.

Tout récemment, au nord du Mali, quand le MPA (mouvement populaire de l'Azawad) a repris la lutte armée pour dénoncer la mauvaise application du pacte national et le recul de la paix du fait de la mauvaise volonté du pouvoir politique de Bamako, le monde avait les yeux rivés sur le dispositif militaire américain dans la zone. Heureusement, cette fois-ci, on a pas noté une intervention de ce dispositif dans le conflit. A en croire les journaux de Bamako, les américains se seraient plutôt retirés de la zone juste avant pour éviter d'intervenir ou alors pour observer pendant un certain temps. Les américains ont-ils enfin compris les enjeux de ce conflit ? Espérons le !!!

L'un dans l'autre, ce qui est important aujourd'hui pour tous les protagonistes de cette guerre de positionnement dans l'espace sahélo-saharien, est d'accepter qu'il est impossible de faire un trait sur la vie de plusieurs peuples qui vivent depuis des millénaires dans cet espace et qui y sont condamnés par l'histoire et la géographie. Faut-il le rappeler, à titre d'exemple seulement, les touareg sont environ 3 millions au Niger, 700 000 au Mali, 100 000 au Burkina-Faso, 300 000 dans le sud de l'Algérie, 300 000 dans le sud de la Libye. Ces chiffres souvent manipulés à des fins politiques pour amoindrir l'importance démographique sont ceux reconnus officiellement par les Etats. Les touareg pensent qu'ils sont encore plus nombreux. Si on doit les ajouter au reste de la TAMAZGHA qui couvre toute l'Afrique du nord, de la Libye au Maroc, l'ensemble de la nation Amazigh et de la civilisation Amazigh compte plus de 50 millions d'hommes et de femmes qui aspirent à être respectés et considérés. On ne peut pas continuer à les ignorer. Le rôle que doivent jouer les nations du monde qui s'intéressent au Sahara, à commencer par les USA qui prétendent défendre la démocratie et la justice, est d'œuvrer pour un bon équilibre dans la zone. Si ce sont les richesses minières qui les intéressent, l'exploitation n'en sera que facilitée dans un climat apaisé pour tout le monde. La promotion de la démocratie et des droits de l'homme sont le meilleur moyen pour y parvenir. Sans cela, le Sahara restera instable jusqu'à la nuit des temps.

Les peuples de cet espace luttent pour leurs droits et pour leur épanouissement socio-politique et économique. Beaucoup d'organismes de coopération et de développement y opèrent tant bien que mal pour promouvoir ce développement. Les USA doivent les accompagner dans ce sens et aider à une mise en œuvre juste des traités de paix déjà signés et qui prévoient tous une démocratisation à

la base à travers la décentralisation, les organes élus localement et la société civile locale. Ces peuples sont donc des partenaires prêts et conscients et attendent seulement d'être associés au processus de développement mondial. Ils sont aussi présents dans les partis politiques pour la recherche du pouvoir politique. Le syndrome sécuritaire qui est le cheval de bataille des USA, le stress permanent dans lequel ils se sont eux mêmes empêtrés, ne doivent pas être exportés au sahara. Il a déjà ses propres soucis. Il ne faut pas en rajouter. La coopération militaire mise en avant par les USA doit s'orienter vers la reconversion des armées des Etats riverains du sahara en des armées de développement et non des outils de répression.

Il faut enfin évoquer le rôle de la Libye dans ce dossier. Depuis des décennies, ce pays a eu une politique ambiguë dans la zone. Mais aujourd'hui, il est clair pour tout le monde que la Libye n'a aucun intérêt à déstabiliser ses voisins et encore moins renforcer les touareg qu'elle même craint plus que tous. Mouammar Kadhafi a certes contribué à l'éveil de conscience politique des touareg et d'autres peuples d'Afrique, mais il a toujours manœuvré de sorte qu'il ait la maîtrise de leur lutte pour la canaliser à sa convenance. Il y a déjà longtemps que les touareg l'ont compris et se sont soustraits à son emprise. Les mouvements qu'ils ont conduits au Mali et au Niger ne sont appuyés par personne. Ils sont seulement guidés par leur noblesse, leur sagesse et leur justesse. Tout ce qu'ils cherchent se résume à une meilleure citoyenneté dans leurs pays respectifs. Malheureusement ce dialogue interne est toujours perturbé par d'autres pays extérieurs au sahara et dont la vision ne profite qu'à eux. Ni les pays riverains du sahara, ni leurs peuples n'y tire profit.

Depuis quelques mois, les relations entre les USA et la Libye sont au beau fixe. Sur quoi se sont-ils entendus ? personne ne le sait et il est fort à craindre que la Libye ne soit désormais un outils aux mains des USA pour compliquer davantage la situation géopolitique du sahara.

#### **4 - Conclusion**

Au vu de tout ce qui précède et à la lumière de cette situation, les peuples autochtones du Sahel et du Sahara lancent un appel à l'IPACC, à la CADHP et au nouveau Conseil des Droits de l'Homme de l'ONU, de les aider à défendre pacifiquement leurs droits fondamentaux contre les machines étatiques des pays riverains du Sahara et leurs alliés, notamment la France et les Etats unis d'Amérique.